

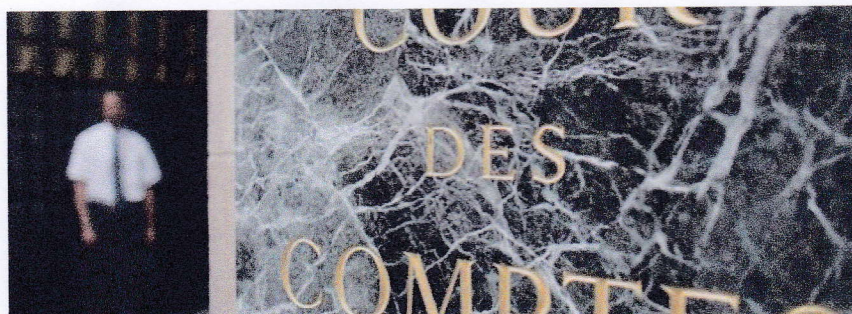
En poursuivant votre navigation sur notre site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer une navigation optimale et nous permettre de réaliser des statistiques de visites.  
[En savoir plus sur les cookies](#)

Fermer X

### Occasion manquée

## Dépenses publiques, où sont les économies ?

Il manque 18 milliards à réaliser l'année prochaine



par François Ecalte

L'audit de la Cour des comptes sur les finances publiques aurait dû conduire le président de la République, à Versailles, ou le Premier ministre, dans son discours de politique générale, à annoncer des économies ambitieuses pour réduire significativement les dépenses publiques dès 2018.

Le Premier ministre a certes annoncé une stabilisation en volume des dépenses publiques en 2018, ce qui est arrivé jusqu'à présent seulement une fois (en 2011). De 2010 à 2016, la croissance des dépenses en volume a été en moyenne de 1,0% par an (contre 2,4% dans les années 2000 à 2010), ce qui a été réalisé en faisant des économies d'environ 8 Mds€ par an (en grande partie sur la charge d'intérêt mais aussi, par exemple, sur les dépenses des collectivités locales).

Pour stabiliser les dépenses en volume, il faudrait réaliser 20 Mds€ d'économies en 2018, et la déclaration de politique générale du Premier ministre ne permet pas de les identifier. On y trouve surtout des dépenses nouvelles (par exemple dans les domaines de la sécurité, de la santé ou des minima sociaux).

**“Pour stabiliser les dépenses en volume, il faudrait réaliser 20 Mds€ d'économies en 2018, et la déclaration de politique générale du Premier ministre ne permet pas de les identifier”**

Les “états généraux des comptes publics” qui l'ont suivie auraient pu être l'occasion d'annonces importantes, mais elles ont été limitées au gel de la valeur du point de la fonction publique et au rétablissement du jour de carence, soit une économie totale de 2 Mds€ pour l'ensemble des administrations publiques. Il reste donc 18 Mds€ d'économies à trouver. Des pistes ont certes été indiquées (aides au logement, réduction des effectifs publics...) mais elles restent à préciser, et plus le temps passera, plus elles seront difficiles à faire accepter (les 100 jours seront bientôt finis).

Au lieu d'annoncer des économies précises, le gouvernement paraît plutôt décidé à mettre en œuvre dès 2018 une partie des baisses d'impôts annoncées pendant la campagne électorale (taxe d'habitation et ISF), ce qui va fortement compliquer l'équation budgétaire de 2018 si elle doit se solder par une réduction significative du déficit conformément aux recommandations de l'Union européenne.

### Répétition de la même erreur

Les clignotants économiques conjoncturels sont au vert et le gouvernement peut espérer en 2018 une croissance plus forte que prévu jusqu'à présent, ce qui facilitera la résolution de cette équation.

**“Le gouvernement semble bien parti pour refaire une erreur de politique budgétaire qui consiste à abandonner tout effort de redressement des comptes publics lorsque la croissance de l'activité est forte”**

Il semble donc bien parti pour refaire une erreur de politique budgétaire malheureusement habituelle en France, qui consiste à abandonner tout effort de redressement des comptes publics lorsque la croissance de l'activité est forte et entraîne mécaniquement une baisse du déficit public. Une telle baisse n'est en effet pas durable et, lorsque la croissance ralentit de nouveau, le déficit redevient excessif.

Le site [www.fipeco.fr](http://www.fipeco.fr) développe les analyses de François Ecalte.

A lire également